



# Assemblée générale

Distr. limitée  
15 novembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

### Deuxième Commission

Point 18 a) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique :  
commerce international et développement**

**Guinée\* : projet de résolution révisé**

### **Mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant les principes pertinents énoncés dans la Charte des Nations Unies,*

*Réaffirmant la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies<sup>1</sup>, qui prévoit notamment qu'aucun État ne peut appliquer de mesures unilatérales économiques, politiques ou de toute autre nature ni en encourager l'application pour contraindre un autre État à subordonner l'exercice de ses droits souverains,*

*Ayant à l'esprit les principes généraux qui régissent le système commercial international et les politiques commerciales favorisant le développement, énoncés dans les résolutions, règles et dispositions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce,*

*Rappelant ses résolutions 44/215 du 22 décembre 1989, 46/210 du 20 décembre 1991, 48/168 du 21 décembre 1993, 50/96 du 20 décembre 1995, 52/181 du 18 décembre 1997, 54/200 du 22 décembre 1999, 56/179 du 21 décembre 2001, 58/198 du 23 décembre 2003, 60/185 du 22 décembre 2005, 62/183 du 19 décembre 2007, 64/189 du 21 décembre 2009, 66/186 du 22 décembre 2011, 68/200 du 20 décembre 2013, 70/185 du 22 décembre 2015, 72/201 du 20 décembre 2017 et 74/200 du 19 décembre 2019,*

*Gravement préoccupée de constater que le recours unilatéral à des mesures économiques coercitives porte préjudice en particulier à l'économie et aux efforts de*

---

\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

<sup>1</sup> Résolution 2625 (XXV), annexe.



développement des pays en développement et produit dans l'ensemble des effets négatifs sur la coopération économique internationale et sur l'action mondiale en faveur d'un système commercial multilatéral non discriminatoire et ouvert,

*Considérant* que de telles mesures constituent une violation flagrante des principes du droit international énoncés dans la Charte, ainsi que des principes de base du système commercial multilatéral,

*Notant avec une vive préoccupation* que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a de graves répercussions sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de réduire le risque de nouveaux chocs, crises et pandémies et de renforcer la résilience, notamment en améliorant les systèmes de santé et en mettant en place une couverture sanitaire universelle, et considérant que l'accès équitable, rapide et universel à des vaccins et des traitements contre la COVID-19 et à des tests de diagnostic sûrs, de qualité, efficaces et d'un coût abordable est un élément essentiel d'une riposte mondiale fondée sur l'unité, la solidarité, le renouvellement de la coopération multilatérale et l'application du principe consistant à ne laisser personne de côté,

*Considérant* que la promulgation et l'application de mesures économiques coercitives unilatérales contraires aux principes du droit international et à la Charte compromettent la capacité des pays visés de répondre à la situation de manière efficace, notamment en temps de pandémie de COVID-19 et plus particulièrement pour ce qui est d'acquérir et de distribuer des vaccins anti-COVID-19 et des fournitures et du matériel médicaux qui leur permettent de traiter convenablement leur population face à la pandémie et de favoriser le relèvement après celle-ci, et accueillant avec satisfaction l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la levée des sanctions imposées aux pays afin que ceux-ci puissent accéder aux denrées alimentaires, aux fournitures médicales essentielles et au soutien sanitaire dans la lutte contre la COVID-19,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>2</sup> ;

2. *Engage instamment* la communauté internationale à prendre d'urgence des mesures efficaces pour mettre fin au recours unilatéral à des mesures économiques, financières ou commerciales qui ne sont pas autorisées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, qui sont contraires aux principes du droit international ou à la Charte des Nations Unies ou qui contreviennent aux principes de base du système commercial multilatéral et qui touchent tout particulièrement, mais pas seulement, les pays en développement ;

3. *Prend note* du Pacte de Bridgetown, adopté lors de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui s'est tenue à la Barbade du 3 au 7 octobre 2021, dans lequel les États sont instamment priés de s'abstenir de promulguer et d'appliquer toute mesure économique, financière ou commerciale unilatérale non conforme au droit international et à la Charte, compte tenu des préoccupations quant aux contraintes qui découlent de ces mesures et aux incidences qu'elles ont sur le développement, mesures qui ont des effets néfastes sur le bien-être des populations et peuvent empêcher la pleine réalisation du

---

<sup>2</sup> A/76/310.

---

développement économique et social des États concernés, ainsi que porter préjudice à leurs relations commerciales ;

4. *Demande à la communauté internationale de condamner et de rejeter l'imposition de mesures visant à exercer une pression économique et politique sur les pays en développement qui fasse obstacle à la pleine réalisation du développement économique et social ;*

5. *Demande également à la communauté internationale de condamner et de dénoncer l'imposition de mesures économiques coercitives unilatérales contraires aux principes du droit international et à la Charte et qui compromettent la capacité des pays concernés de faire face à la pandémie de COVID-19 de manière efficace et de favoriser le relèvement après celle-ci ;*

6. *Prie le Secrétaire général de surveiller l'imposition de mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique et d'étudier les répercussions de telles mesures sur les pays touchés, en particulier leurs incidences sur le commerce et le développement ;*

7. *Prie également le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution qui mette particulièrement l'accent sur l'incidence des mesures économiques unilatérales sur la réalisation du développement durable.*

---